

Allocations familiales—Loi

mari, à la perte de son statut de femme mariée, à ses énormes difficultés financières, à la perturbation affective de ses enfants; autrement dit, au stress de ces problèmes affectifs. Et pourtant, notre gouvernement veut diminuer l'allocation de mère de cette femme. Le gouvernement veut désindexer les allocations familiales et, le moment venu, le crédit d'impôt pour enfant. Il ne veut pas assumer l'accroissement du coût de la vie de cette femme, ni l'accroissement du coût de ses courses d'alimentation ni de son loyer, ni de ses vêtements, ni de ses médicaments, ni de quoi que ce soit. Le gouvernement accepte seulement de lui donner de quoi couvrir le montant de l'inflation dépassant 3 p. 100 pour son chèque d'allocations familiales. Nous savons pour la plupart que l'inflation est actuellement d'environ 4 p. 100. Autrement dit, il n'y aura pas d'indexation pour la majeure partie de l'inflation. Cette femme va avoir de moins en moins les moyens de s'acheter ce dont elle a besoin.

La prime-bébé ou, comme on l'appelle quelquefois, les allocations familiales, constitue la seule source de revenu indépendant pour des femmes comme M^{me} Dupont qui se heurtent à d'énormes problèmes à la suite d'événements brutaux. Pourquoi donc faudrait-il que le gouvernement en rajoute encore à ses difficultés? Il n'y a peut-être pas de quoi être étonné. Le premier ministre (M. Mulroney) tombe une fois de plus sur le dos des pauvres. Il s'en est pris aux personnes âgées et il s'en prend maintenant aux mères de famille du pays. Il va les priver de 55 millions de dollars en allocations familiales d'ici à 1987. Je dis bien 55 millions de dollars d'ici à 1987. Pendant qu'il fait tout cela, le ministre des Finances (M. Wilson) dit qu'il va augmenter le crédit d'impôt-enfants pour les familles dans le besoin.

M. Redway: Bravo!

M. de Corneille: Et les conservateurs s'en félicitent! Quelle triste semaine ils ont eue, monsieur le Président!

Cela est bien beau sur papier, mais le gouvernement cherche à nouveau à tromper le peuple. Comme pour le thon en conserve, les banques ou autre chose, il cherche encore à tromper les Canadiens comme il a voulu tromper les personnes âgées. En vérité, le gouvernement ne va pas augmenter le moindre revenu des familles dans le besoin. Dans trois ans, il désindexera le crédit d'impôt-enfants, ce qui aura pour effet de réduire effectivement le pouvoir d'achat en dollars réels des familles dans le besoin.

● (1720)

Je voudrais citer ici un éditorial du *Toronto Star*, que tous les parents et tous les gens capables de compassion devraient lire, qu'ils soient riches ou pauvres. Le voici:

Si l'on en juge par les documents budgétaires, une famille ontarienne de quatre personnes ayant un revenu annuel de \$20,000 (ce qui est inférieur au seuil de la pauvreté dans les grands centres) touche à l'heure actuelle des allocations familiales globales de \$1,673. D'ici à 1989, la valeur de ces prestations devrait passer à \$1,812 en vertu des réformes proposées. Mais ces chiffres sont trompeurs, car ils ne tiennent pas compte de l'effet cumulatif de l'inflation. Si celle-ci est de 4 p. 100 par année d'ici à 1989, la valeur réelle de ces prestations en 1989 ne sera pas de \$1,812, mais bien de \$1,549, soit une valeur inférieure à la valeur actuelle.

Ce n'est pas plus mais moins que ce que touchent actuellement les familles dans le besoin. Monsieur le Président, nous avons affaire à un gouvernement hypocrite qui donne d'une main mais qui reprend de l'autre. Mes collègues du parti conservateur nient et refusent de suivre les conseils des services

sociaux les plus sérieux qui représentent les pauvres et les personnes dans le besoin. Ils ne veulent pas savoir la vérité. Ils veulent continuer à aller de l'avant avec des œillères et sont convaincus de savoir ce qui convient le mieux aux pauvres. Ils ne tiennent aucun compte de ce qui est écrit en noir sur blanc dans tous les journaux du pays. Ils refusent d'entendre les appels que leur lancent les pauvres.

Comment est-ce possible? En désindexant les allocations familiales de 3 p. 100, le gouvernement ne cherche-t-il pas à débloquer des fonds pour les donner aux familles les plus pauvres? N'est-ce pas ce qu'il ne cesse de nous répéter? N'est-ce pas ce que notre intègre premier ministre et son ministre des Finances (M. Wilson) nous disent dans leurs explications? Monsieur le Président, le gouvernement semble avoir du mal à dire les choses comme elles sont. Il tourne autour du pot et blâme les autres, comme le premier ministre l'a fait dans la sombre affaire du thon et les enquêtes au sujet des banques. Le gouvernement actuel, les ministres des Finances et le premier ministre ne peuvent pas dire les choses comme elles sont; en effet, s'ils le faisaient, ils diraient aux Canadiens qu'une famille dans le besoin, dans ma circonscription, ne gagnera rien grâce à la prétendue augmentation du crédit d'impôt pour enfants puisque le premier ministre et son ministre des Finances vont désindexer ce crédit d'impôt également, de sorte que le gain de cette famille pauvre sera absorbé par l'inflation et l'impôt supplémentaire que le gouvernement propose également dans son budget injuste.

En 1989, les conservateurs vont extorquer \$239 à cette famille pauvre de quatre personnes qui se débat pour vivre avec \$20,000 par an. Voilà comment le gouvernement prétend aider ces familles. Qui plus est, monsieur le Président, la mère célibataire dont je parlais touche automatiquement l'allocation familiale tous les mois et elle compte souvent sur ce revenu, le seul argent qui lui appartienne véritablement. Ces paiements vont être diminués. Il est cruel d'agir ainsi pour les familles dans le besoin. Il est honteux de jeter de la poudre aux yeux des Canadiens en leur disant que la désindexation des allocations familiales va accroître les recettes fédérales et que l'argent économisé servira à venir en aide aux pauvres et aux démunis. Ce n'est pas vrai.

Le gouvernement prétend qu'il veut restreindre le déficit et c'est pourquoi il essaie de désindexer en douce les pensions de vieillesse et nos déductions d'impôts tout en dépensant des milliards de dollars pour sauver une banque de la faillite et en accordant aux riches des exemptions de \$500,000 sur les gains en capital. Les pauvres, les faibles et la classe moyenne seront les victimes du mode de financement du gouvernement. Rien d'étonnant, monsieur le Président, à ce que les gens aient de moins en moins confiance dans leur gouvernement.

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, je suis très heureux de participer à ce débat aujourd'hui. Je trouve stupéfiante l'hypocrisie des libéraux qui osent prendre la parole à la Chambre pour critiquer le gouvernement parce qu'il indexe les allocations familiales. C'est littéralement stupéfiant. Quand par exemple le parti libéral massacrait les pensions de vieillesse et les programmes sociaux, ses députés de l'arrière-ban ont applaudi comme un troupeau de moutons M. Trudeau lorsqu'il est venu dire à la Chambre que c'était pour